

Russie

Dans tout l'espace ex-soviétique mais particulièrement en Russie avec la campagne anti-géorgienne de l'automne 2006 et les nouvelles dispositions législatives, les migrations constituent un enjeu majeur en termes de droits de l'Homme. En Russie même, la question est alimentée dans le débat public par la crise démographique¹ et les besoins de main d'œuvre, qui font apparaître un « besoin d'immigration ». Ces problèmes connus depuis longtemps ont été constitués depuis peu en enjeux politiques par le président Vladimir Poutine et le gouvernement. D'autre part, la montée des courants nationalistes et le raidissement de la politique étrangère russe rendent plus visible et encouragent en même temps des tendances xénophobes et racistes dans la société et dans les institutions, tendances qui se traduisent par des politiques publiques et une législation de plus en plus discriminatoires, faisant apparaître en filigrane une « préférence nationale russe ».

En URSS, l'essentiel des migrations étaient internes : migrations de travail et déplacement de militaires notamment, auxquels s'ajoutent les déplacements forcés de population pendant et après la seconde guerre mondiale². Les frontières soviétiques étaient fermées et très rares étaient les personnes autorisées à quitter le pays : seules les personnes de « nationalité » juive au regard de la conception soviétique³ ont eu, depuis les années 1970, la possibilité d'émigrer.

En 1991, la chute de l'empire soviétique et la transformation de l'URSS en 15 Républiques indépendantes a bouleversé la donne : les citoyens obtiennent la possibilité de quitter librement leur République, de nombreux conflits éclatent dans les Nouveaux Etats indépendants (NEI) qui connaissent des transformations économiques et sociales radicales.

¹ Depuis le début des années 1990, la population russe a connu une régression démographique très importante : selon le Goskomstat (Comité d'Etat aux statistiques), la Russie compte 142,4 millions d'habitants actuellement, contre 150 millions en 1991. Durant la seule année 2004, la Fédération de Russie a vu sa population diminuer de 800 000 personnes, et la population russe pourrait chuter en dessous de 100 millions en 2050. Le taux de mortalité augmente (16 % en 2005), alors que le taux de natalité est trop faible (10%). L'espérance de vie a reculé (59 ans pour les hommes, 72 ans pour les femmes), l'alcoolisme, les mauvaises conditions de vie, les maladies cardio-vasculaires et les morts violentes étant les principales causes de décès. Aussi malgré un solde migratoire positif, la population se réduit-elle de plusieurs centaines de milliers de personnes par an. (cf. Marie Jégo, "La dévastation démographique russe", *Le Monde*, 2 septembre 2006)

² Déportation de plusieurs peuples du Caucase (Tchéchènes, Ingouches, Karatchaïs, Balkars), de Coréens, d'Allemands, des Tatars de Crimée, des Turcs meskhètes), mais aussi de populations des régions conquises pendant la guerre (Baltes, Ukrainiens, Biélorusses, Polonais). Voir Pavel Polian, *Against their will : The History and Geography of Forced Migration in the USSR*, CEU Press, 2004

³ Le système soviétique distingue la *citoyenneté* soviétique (*grazhdantsvo.*) de la *nationalité* russe, ukrainienne, tchéchène etc... (Cette *natsionalnost'*, définie par une langue, une culture, pourrait se traduire en français par « origine nationale »). Les nationalités étaient hiérarchisées selon leur degré de développement économique et de "conscience nationale", et chaque nationalité disposait d'un territoire (République soviétique, république autonome, territoire autonome). A la différence des musulmans ou des orthodoxes, les Juifs étaient considérés comme une nationalité.

1. Les grands types et les grands enjeux des migrations⁴

1.1 L'émigration

Avec l'ouverture des frontières, on observe une émigration forte au début des années 1990, ciblée sur quelques pays : Allemagne, Israël, États-unis, Républiques de l'ex-URSS. Entre 1990 et 2003, 5 millions de personnes ont quitté la Russie (dont 3,5 millions pour les Républiques de l'ex-URSS).

Au début des années 1990 se développe un commerce pendulaire avec les pays limitrophes (Turquie, Chine, Pologne). Surnommé "commerce de valises" (achat en gros et revente au détail), ce commerce est une source de revenu complémentaire pour des personnes fortement touchées par les conséquences économiques et sociales de la libéralisation économique. Cette forme de migration économique s'est réduit depuis la fin des années 1990.

Depuis 1999, les réfugiés originaires de Tchétchénie forment le gros de l'émigration, principalement vers l'Europe : la demande d'asile en provenance de Fédération de Russie - essentiellement composée de Tchétchènes, a été plus que multipliée par 4 entre 2000 et 2003 ; la Russie est devenu le principal pays d'origine des demandeurs d'asile dans 29 pays industrialisés⁵.

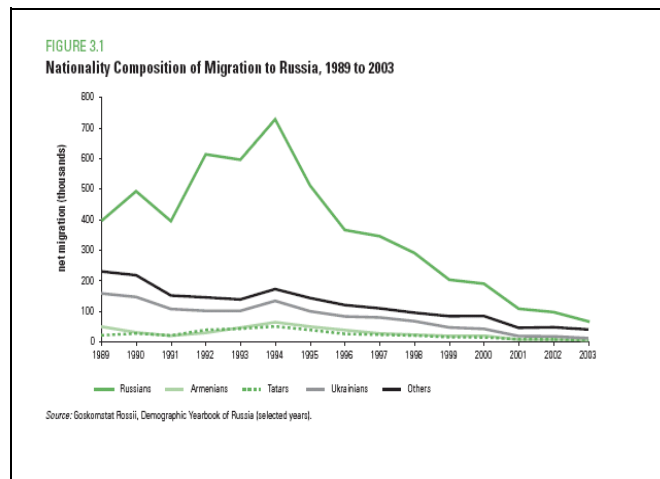
1.2 L'immigration

Selon le recensement de 2002, la Russie a accueilli plus de onze millions de personnes depuis le précédent recensement de 1989, ce qui en fait selon les sources⁶ le deuxième ou le troisième pays d'immigration au monde, auquel s'ajoute le chiffre de l'immigration irrégulière. Un solde migratoire positif de près de 6 millions de personnes n'a pas permis d'enrayer le déclin démographique mais en a amoindri l'amplitude. Il apparaît que les principaux immigrants en Russie ont été ...des Russes, mais qu'on observe aussi la présence d'un flux continu sur la période en provenance de certains pays comme l'Arménie.

⁴ Pour une approche générale on pourra se rapporter au dossier «Regards franco-russes sur l'immigration» (coordonné par Anne de Tinguy, Janna Zaiontchovskaya) *Migrations et société* n°101, septembre-octobre 2005. De nombreux chiffres et analyses sont tirés de ce dossier. En russe, le site www.demoscope.ru offre des ressources extrêmement complètes sur la question (analyses, statistiques, textes de lois, dossiers de presse, etc..)

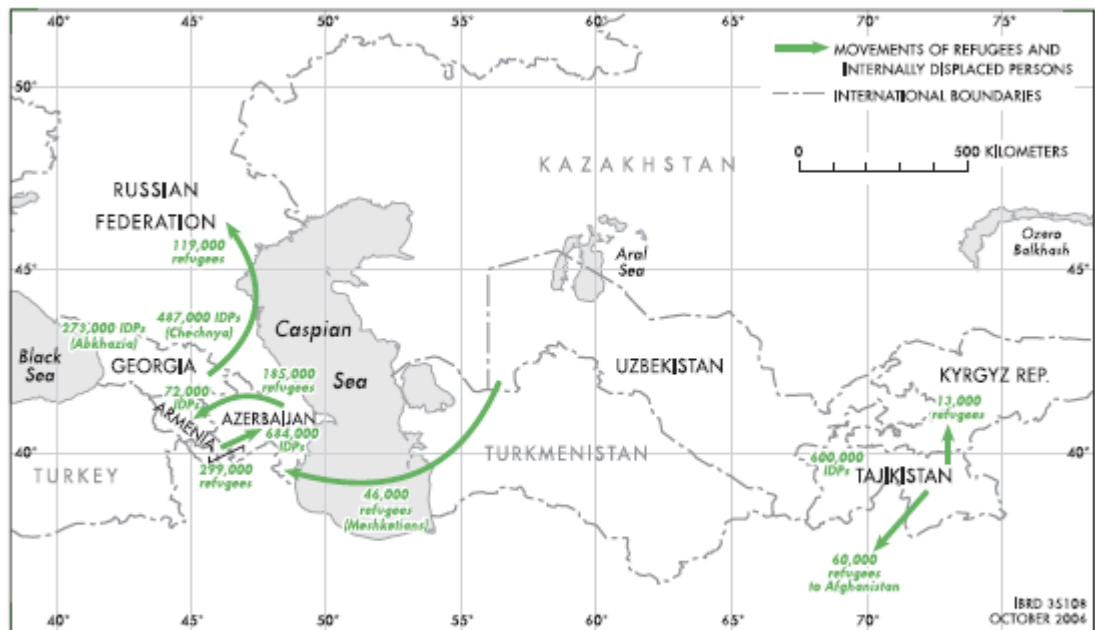
⁵ En France, le nombre des demandes russes est passé de 755 en 2000 à 1755 en 2001, 1814 en 2002 et 3419 en 2003 selon les rapports de l'Ofpra, et le nombre de demandes en relation avec le conflit tchétchène en représente environ les 3/4. Le pourcentage d'octroi du statut de réfugié à des Russes a également augmenté en France : 27% en 2001, 38% en 2002 et 47% en 2003 ». Voir les rapports de l'Ofpra, du HCR (*Asylum Levels in Industrialized Countries*, janvier à septembre 2003 et *Demande d'asile dans les pays industrialisés, premier semestre 2004*, 4 juin 2004), d'Amnesty International, etc.

⁶ Chiffres du recensement russe de 2002 et chiffres d'un rapport récent de la Banque mondiale disponibles à l'adresse : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/0,,contentMDK:21173991~pagePK:146736~piPK:146830~theSitePK:258599,00.html>



Les cartes qui suivent montrent à la fois les mouvements de population liés aux conflits et l'ensemble des flux migratoires pour la Russie et la CEI.

FIGURE 1.8
Main Displaced Population from the Former Soviet Union, Mid-1990s





LES MIGRATIONS ENTRE LA RUSSIE
ET LES AUTRES ETATS
ISSUS DE L'ECLATEMENT DE L'URSS
1991 - 1997

— immigration vers la Russie
— émigration de Russie

flèches proportionnelles



carte Ph. Lapresle 2002

source des statistiques:

J. Radvanyi, *la nouvelle Russie*,
d'après *Demografitcheskii ejegodnik Rossii*

sources : (1) www.bdic.fr/rideco/rideco.htm 21 janvier 2002

a. Les « pieds rouges » :

Avec l'éclatement de l'URSS, de nombreux Russes vivant dans les Républiques périphériques se sont retrouvés dans des Etats nouvellement indépendants dont ils ne parlaient pas la langue et auxquels ils ne s'identifiaient pas. La crainte de lois répressives, notamment sur l'obligation de parler les langues nationales des nouveaux Etats et / ou des tensions internes (cf *infra*) ont poussé entre 5 et 6 millions d'entre eux à revenir ou, pour certains, à venir dans une Russie dans laquelle ils n'ont jamais habité mais qu'ils voient comme leur patrie naturelle. Le retour se tasse cependant au milieu des années 1990. Evalués à 23 millions à la fin des années 1980, 18 millions de Russes vivaient encore dans les républiques d'ex-URSS. A noter que de fortes minorités russes vivent dans les trois Républiques baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie), maintenant membres de l'Union européenne, dans lesquelles elles n'ont souvent pas pu recevoir la citoyenneté.

A la chute de l'URSS aucune loi sur le rapatriement n'a permis de faciliter le retour de ces "Pieds rouges", d'autant plus que le gouvernement russe pouvait considérer la présence de fortes minorités dans les Républiques périphériques comme un levier d'influence. On observe récemment une évolution de la politique gouvernementale : la crise démographique et le besoin de main d'œuvre rendent nécessaire la venue de migrants que des politiques étatiques cherchent à la fois à attirer et à sélectionner. Ainsi, le décret présidentiel 637 du 22 juin 2006 prévoit un nouveau programme d'aides au retour, qui est entré en vigueur en janvier 2007. Il est prévu une procédure allégée pour recevoir une carte de séjour (*vid na zhitel'stvo*) et une autorisation de travail, ainsi que des aides au déménagement : les personnes qui arrivent doivent se voir proposer un travail et une assistance pour se loger⁷.

Les ONG qui travaillent sur la question soulignent que 1,5 millions de Russes ou de russophones vivent sur le territoire de la Russie et n'ont pu depuis des années obtenir la citoyenneté russe. Il faudrait alors aujourd'hui qu'ils ressortent et reviennent pour bénéficier des nouvelles mesures⁸. Malgré la publicité qui en est faite, des doutes pèsent sur la capacité des 12 régions participant au programme pilote à financer ces aides au rapatriement... Par ailleurs, si les officiels soulignent qu'il s'agit bien d'accueillir les personnes de toutes les nationalités, et que le terme officiel de *sootechstvenniki* (compatriotes) comprend tous ceux qui sont nés en URSS et leur famille, de nombreux commentaires politiques et médiatiques mettent en avant une préférence pour les migrants « russophones sans accent⁹ ». Le décret présidentiel 637 définit d'ailleurs les compatriotes comme des personnes « éduquées dans les traditions de la culture russe, maîtrisant le russe et ne souhaitant pas perdre les liens avec la Russie ». Le flou qui règne semble révélateur des contradictions de la politique migratoire russe, prise entre la nécessité de régler au plus vite le problème du manque de main d'œuvre, et la tentation d'utiliser le sort des « pieds-rouges » au service d'un discours nationaliste.

b. Les réfugiés des conflits de l'ex URSS

Après 1991, des conflits ont éclaté dans plusieurs Républiques de l'ex-URSS : en Abkhazie (Géorgie), au Haut-Karabagh (enclave arménienne en Azerbaïdjan), au Tadjikistan. Ces conflits ont poussé une partie de la population¹⁰ à fuir et provoqué des vagues de réfugiés au sein même de ces pays (cf *infra*), mais aussi vers la Russie. Selon l'association Assistance civique (www.refugee.memo.ru), 77% de ces migrants forcés sont des Russes.

Sur le territoire de la Fédération de Russie, un conflit a éclaté entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie en 1992. Entre 45 et 60 000 Ingouches ont été expulsés du district Ossète de Prigorodny : 10 000 à 20 000 seraient

⁷ Марьяна Торочешникова, Новая миграционная политика – «вредительская политика», <http://www.svobodanews.ru>, 3.01. 2007

⁸ Cette situation d'inégalité se retrouve à propos des réfugiés cf *infra*.

⁹ Selon le terme utilisé par un journaliste de NTV, <http://news.ntv.ru/itogi/100018/>

¹⁰ Le problème se pose notamment pour les couples mixtes, en particulier dans le cas du conflit Arménie-Azerbaïdjan, qui ne peuvent vivre ni en Arménie ni en Azerbaïdjan.

revenus en 14 ans, alors que 15 000 auraient émigré ailleurs en Russie, le reste se trouvant encore dans des camps de réfugiés ou dans une situation de grande précarité en Ingouchie¹¹.

Il faut noter la situation particulière des Tchétchènes, chassés de leur République une première fois par la guerre qui s'est déroulée de 1994 à 1996, puis par la reprise du conflit en 1999. Le statut de "déplacés" (cf *infra*) ne leur a quasiment jamais été reconnu. Bien que citoyens russes, les Tchétchènes vivant sur le territoire de la Fédération de Russie ont beaucoup de mal à faire reconnaître leurs droits, et leur situation est semblable à celle des réfugiés d'autres pays du point de vue des discriminations qu'ils subissent et des problèmes auxquels ils se heurtent.

c. Les migrants économiques de l'ex-URSS

Depuis les années 1990, la Russie attire de nombreux migrants économiques, venus d'Ukraine, des pays du Caucase (Arménie et Géorgie surtout) et d'Asie centrale.

On estime en 2003 à 380 000 le nombre d'étrangers travaillant officiellement en Russie (dont 180 000 venus de la CEI), auxquels s'ajoutent les ressortissants de l'ex-URSS en situation irrégulière ainsi qu'une importante main d'oeuvre chinoise et turque. Le bureau de l'OMI estime à 5 millions le nombre d'étrangers en situation irrégulière, alors que le rapport de la Banque mondiale donne une estimation semblant très sous estimée, autour de 1,5 million. Du côté russe, le Service fédéral des migrations estime à 10-12 millions le nombre d'étrangers en Russie, dont 7 travaillant de manière illégale : 40% travaillent dans le domaine de la construction, 20 % font du commerce de gros et de détail et les autres travaillent dans les divers secteurs de l'industrie et de l'agriculture¹². Utilisés à des fins politiques, les chiffres peuvent devenir beaucoup plus élevés. Ainsi, la déclaration du président Poutine devant le parti du pouvoir Russie Unie fait état de 500 000 immigrants légaux sur 10 à 15 millions d'étrangers¹³.

d. La situation particulière des Roms.

Sédentarisés de force en 1956 sur tout le territoire de l'URSS, les familles Roms/ Tsiganes ont vu après 1991 les frontières administratives se transformer en frontières réelles et couper des liens familiaux ou autres. Par ailleurs, deux minorités effectuent des migrations "pendulaires" et vivent en Russie dans des conditions particulièrement précaires : les Madiary, originaires des Carpates (frontière de l'Ukraine et de la Hongrie) et les Liouli, originaires d'Asie centrale¹⁴.

e. Immigrants venus de pays hors de l'ex-URSS

Il convient de souligner quelques situations particulièrement délicates :

- celle des Afghans : on estime à 100 000 le nombre d'Afghans qui ne peuvent plus rentrer chez eux après la chute du régime soutenu par l'URSS, dont quelques dizaines seulement ont obtenu le statut de réfugiés. (www.refugee.memo.ru)
- celle des étudiants étrangers, venus en grande partie de pays d'Afrique ou d'Asie qui avaient des liens avec l'URSS et qui sont de plus en plus les victimes de violences racistes (cf *infra*)

¹¹ Rapport de Memorial : « О ситуации с возвращением вынужденных переселенцев ингушской национальности в Пригородный район Северной Осетии – Алания »

¹² A. Kuznestov, Diskonfortnye migranty, <http://lenta.ru/articles/2006/11/16/migrants/>

¹³ Dépêche ITAR-TASS 17 novembre 2006.

¹⁴ Voir le rapport FIDH / Memorial Saint Petersburg, *Roms de Russie, au croisement de toutes les discriminations*, octobre 2004.

2. Le cadre juridique, son application et son évolution

Même si, depuis des années, les experts insistent sur la chance que peut représenter l'immigration pour résoudre la crise démographique russe, le pouvoir envisage celle-ci sous un angle presque exclusivement policier, confiant essentiellement au Service fédéral des migrations¹⁵ la tâche de juguler l'immigration irrégulière. En janvier 2007, de nouvelles règles ont été instaurées, visant à la fois à simplifier les procédures pour les nouveaux arrivants (et ainsi à avoir une meilleure visibilité de l'immigration) et de mieux sélectionner les migrants, une politique qui évoque clairement la notion "d'immigration choisie".

2.1 L'entrée et le séjour

Depuis juin 2000, la Russie s'est retirée de l'accord de Bichkek de 1992 sur la liberté de circulation entre pays de la CEI. Elle préfère signer des accords bilatéraux avec les différents pays de la CEI, utilisant comme une arme politique¹⁶ l'autorisation ou non d'entrer sur le territoire avec le seul passeport intérieur (carte d'identité). Les ressortissants de certains pays de la CEI doivent être en possession d'un passeport international (Tadjikistan), d'autres doivent même obtenir un visa (Georgie, Turkmenistan)

Si la constitution de la Fédération de Russie permet en principe la libre circulation sur le territoire, l'héritage du système soviétique est toujours fort : à l'époque soviétique, le système de *propiska* permettait un contrôle des déplacements, certaines villes étaient interdites, et jusque dans les années 1950 les paysans n'avaient pas de passeports, se trouvant de fait dans l'impossibilité de circuler. Aussi depuis le début des années 1990 existe-t-il en Russie un système d'enregistrement relativement complexe, dans lequel il faut distinguer :

- l'enregistrement permanent (ou *registratsia po mestu zhitel'stva*, enregistrement sur le lieu de résidence) : cet enregistrement, qui se fait auprès du service des passeports (dépendants du Ministère de l'Intérieur) est nécessaire pour avoir accès à un certain nombre de droits (obtention d'un passeport, inscription dans les établissements d'enseignement supérieur, l'accès aux soins médicaux réguliers, l'acquisition de la nationalité, etc).

- l'enregistrement temporaire : (*registratsia po mestu pribyvania*) : toute personne se trouvant dans une autre ville pour plus de trois jours doit se faire enregistrer auprès du service des passeports.

Les citoyens russes comme les étrangers sont soumis à ce système de double enregistrement, et l'absence d'enregistrement peut donner lieu à des amendes, voir à l'expulsion de Russie pour les étrangers. Dans la pratique cependant, la majorité des réfugiés ou immigrés en Russie, ainsi que beaucoup de migrants du Caucase du Nord ont beaucoup de mal à les obtenir (et en particulier l'enregistrement permanent). En effet, la procédure suppose qu'ils louent légalement leur logement, et que le propriétaire accepte de les enregistrer chez lui, ce qui est rarement le cas (si les propriétaires acceptent de louer à des étrangers, c'est le plus souvent "au noir"). Fragilisés, les migrants sont les premières victimes des "contrôles au faciès" menés par la police, et des extorsions de fonds pour régulariser leur situation. L'existence d'agences faisant des faux enregistrements alimente encore la corruption, et ne protège qu'à moitié les personnes qui y ont recours.

¹⁵ En juillet 1992 est créé le Service fédéral des migrations, qui est intégré en mai 2000 dans le ministère des affaires de la fédération, des nationalités et des migrations. Ce ministère est dissout en octobre 2001, et la question des migrations passe sous le contrôle du ministère de l'intérieur. En 2004, le Service Fédéral des migrations passe sous le contrôle direct du président Poutine.

¹⁶ Ainsi juste avant les élections présidentielles ukrainiennes de décembre 2004, alors que la Russie soutenait le candidat du pouvoir en place, V. Ianoukovitch, les procédures administratives avaient été simplifiées pour les Ukrainiens voulant résider ou travailler en Russie. La Russie joue aussi contre la Géorgie en délivrant des passeports russes aux citoyens de républiques indépendantistes d'Ossétie du Sud ou d'Abkhazie, ainsi qu'aux habitants de Transdnistrie, qui se voient délivrés un passeport russe, mais sans droit automatique au séjour sur le sol de Fédération de Russie. Cette politique n'est pas exempte de volte faces et de pressions : en septembre 2005, le premier ministre russe annonçait la possibilité pour les Tadjikes d'entrer en Russie avec leur passeport intérieur uniquement – pour annuler la mesure deux mois plus tard, sous la pression des groupes nationalistes à la Douma.

Par ailleurs, les étrangers souhaitant résider sur le territoire russe doivent obtenir également une autorisation temporaire de séjour (*razreshhenie na vremennoe prozhivanie*), après avoir présenté un certain nombre de documents (attestation de revenus, certificat de santé, etc.)

Depuis le 15 janvier 2007, de nouvelles procédures simplifiées ont été mises en place¹⁷. Les nouveaux arrivants en Russie ne devraient plus demander d'enregistrement, mais simplement informer le Service des migrations de leur présence sur le territoire, en se rendant aux antennes du Service des Migrations ou en envoyant un formulaire spécial par la poste¹⁸. L'obtention d'une autorisation temporaire de séjour a été également simplifiée, seule la carte de migration (donnée lors du passage de la frontière), un document d'identité et une attestation de santé seraient nécessaires, et cette autorisation de séjour vaudrait aussi autorisation de travail.

Le passage à un système uniquement déclaratif est salué par les ONG de défense des droits de l'Homme. Dans le même temps, les amendes prévues pour les personnes ne se soumettant pas à une telle procédure ont augmenté. Il est par ailleurs difficile de savoir comment ces nouvelles règles vont être comprises et appliquées dans la pratique, et une évaluation sera nécessaire d'ici quelques mois pour comprendre les effets de ces changements. Les ONG russes soulignent cependant d'ores et déjà que ces nouvelles règles mettent dans une situation délicate les personnes qui se trouvent depuis des années en Russie et se retrouveront dans la même situation que les personnes venant d'arriver.

2.2 L'autorisation de travail

Si les autorités russes affirment faciliter depuis janvier 2007 l'entrée et le séjour des étrangers, l'accès des migrants économiques au marché du travail est lui au contraire beaucoup plus fortement contrôlé¹⁹. En effet, les nouvelles lois qui entreront en vigueur en janvier 2007 modifient aussi le système des autorisations de travail. Jusqu'à maintenant, il existait des quotas de main d'œuvre étrangère pour les ressortissants de pays dont la Russie exige un visa. Depuis le 15 janvier 2007, les autorités régionales et le gouvernement fédéral peuvent établir des quotas pour tous les migrants économiques, en prenant en compte la citoyenneté, la profession et la qualification des migrants. Pour 2007, ces quotas ont été établis à 6 millions de personnes pour les pays avec lesquels la Russie a un système sans visa, et un peu plus de 300 000 pour les autres.

Par ailleurs, depuis le 15 janvier 2007 des mesures à caractère discriminatoire ont été instaurées dans le commerce de détail. La part des étrangers travaillant sur les marchés ne doit pas dépasser 40 %, et ils n'ont plus le droit de vendre de l'alcool ou des médicaments. Il est prévu qu'à partir du 1er avril prochain, les étrangers ne pourront plus du tout travailler sur les marchés²⁰.

2.3 Statut juridique des réfugiés et déplacés internes

En 1993, deux lois ont été votées, l'une sur les "réfugiés" (*bezhtensy*), l'autre sur les "déplacés internes" (*vynuzhdneye pereselentsy*) : le terme désigne des citoyens russes ayant dû quitter leur lieu de résidence pour cause de désordre de masse ou autre alors que le terme de réfugiés concerne les citoyens d'un autre pays.

¹⁷ Entrée en vigueur des la «Loi sur le recensement des immigrés» et de la «Loi rénovée sur le statut juridique des étrangers en Russie». Les textes législatifs ont été adoptés par la Douma (chambre basse du parlement russe) le 30 juin 2006 et approuvés par le Conseil de la Fédération (chambre haute) le 7 juillet 2006.

¹⁸ On peut penser qu'il s'agit, pour les autorités russes, de faire « sortir à la lumière » l'immigration illégale (les migrants n'auraient pas de raison de se cacher si l'inscription sur le registre des migrations n'est que déclarative et ne peut leur être refusée).

¹⁹ En échange de la "facilitation" de l'enregistrement (cf *supra*) tous les migrants économiques doivent payer des impôts sur leurs revenus, et sont menacés d'une amende de 2 à 5 mille roubles et/ou d'expulsion en cas de violation. Les amendes pour les employeurs en cas de recours à la force de travail illégale ont elles aussi augmentées (de 250 à 800 mille roubles d'amende).

²⁰ Постановление Правительства РФ от 15 ноября 2006, N 683

De fait, seule une partie des migrants forcés ont bénéficié de ces lois : l'association Assistance civique évalue ainsi à 4 millions le nombre de migrants forcés arrivés en Russie entre 1992 et 2003 – parmi eux 1,4 million seulement auraient reçu le statut de réfugié ou de déplacé, certains ayant d'ailleurs été privé du statut par la suite. A noter que les personnes à qui a été accordé le statut sont surtout des Russes ethniques (3/4 des statuts reconnus entre 1995 et 1999).

2.4 L'acquisition de la nationalité (citoyenneté russe)

Selon la loi votée en 1992, les citoyens d'ex-URSS résidant de manière permanente en Russie au moment du vote de la loi obtiennent automatiquement la citoyenneté russe, de même que les citoyens installés après 1992 s'ils n'ont pas d'autre citoyenneté. En avril 2002 une nouvelle loi sur les nationalités est votée, à laquelle vient s'ajouter en juin 2002 une loi sur la "situation juridique des étrangers". Le problème est que pour entamer une demande de naturalisation il faut être enregistré "sur son lieu de résidence permanente" alors que beaucoup n'ont qu'un enregistrement temporaire ou pas d'enregistrement du tout (cf *supra*). Par ailleurs, les personnes souhaitant acquérir la nationalité russe doivent renoncer à leur nationalité, un pas que beaucoup hésitent à faire. Aussi, même si quelques centaines de milliers de personnes par an reçoivent la nationalité russe²¹, des milliers se trouvent toujours en dehors du système. Lors du recensement de 2002, 400 000 personnes sont déclarées apatrides et 1,3 millions de personnes n'ont pu indiquer leur citoyenneté.

2.5 Les expulsions

La situation juridique des migrants est d'autant plus fragile que certains d'entre eux ont pu se voir privés du statut qu'ils avaient obtenu : privation du statut de réfugié, de l'autorisation de résidence ou même de la citoyenneté.

- dans le cadre de la campagne anti-géorgienne (cf *infra*) de l'automne 2006, certains Géorgiens ont vu leur enregistrement temporaire ou permanent, leur autorisation de résidence et même la décision de leur accorder la citoyenneté annulée. Des dizaines de Géorgiens se sont retrouvés dans des centres de rétention après des décisions de justice expéditives, et ont été expulsés vers la Georgie.

- une autre situation délicate est celle des réfugiés ouzbeks : la Russie collaborant étroitement avec le régime autoritaire ouzbek dans la "lutte contre le terrorisme", des dizaines de personnes accusées d'être des islamistes, membres du parti Hizbut-Tahrir, se sont vues condamnées en Russie, mais aussi expulsées de Russie, parfois après avoir été déchues de leur nationalité²².

3. Migrations et montée de la xénophobie et des discriminations

L'automne 2006 a constitué un véritable tournant tant d'un point de vue politique que juridique. De nombreux rapports et articles avaient souligné les attaques et meurtres racistes ciblant des immigrés travaillant en Russie, notamment sur les marchés, théâtre d'actions collectives violentes de groupes de skin-heads ou d'autres mouvements ultranationalistes et militarisés, action qui font très rarement l'objet de poursuites en justice. Cependant, jusqu'ici, la politique officielle de l'État russe n'était pas ouvertement hostile à l'immigration. Des heurts inter-ethniques violents à Kondopoga, en Carélie, en septembre, puis la crise diplomatique avec la Géorgie fin septembre-début octobre 2006, a constitué le prétexte à un changement de discours et de politique de la part des autorités russes. Le Mouvement Contre l'Immigration

²¹ Selon les chiffres du Service Fédéral des Migrations, 500 000 personnes ont acquis la nationalité russe en 2005, 300 à 350 000 en 2006.

²² Voir la note de la FIDH Russie : expulsion contraire aux normes internationales vers l'Ouzbékistan, http://www.fidh.org/article.php3?id_article=3810

Illégale (DPNI), qui a attisé et dirigé les émeutes de Kondopoga, tient une place croissante sur la scène médiatique russe.

Les travailleurs étrangers sont ouvertement considérés comme trop nombreux et désignés comme la cause principale de la difficulté des Russes à trouver du travail notamment sur les marchés, comme le montre la nouvelle législation (cf *supra*). La volonté d'imposer une forte limitation à l'immigration des « non russes » est clairement exprimée par l'un des responsables du Service fédéral des migrations qui déclare qu'au delà de 20% d'immigrants, le seuil de tolérance est dépassé pour la population « de souche »²³.

3.1 Des discriminations quotidiennes aux discours politiques racistes..

Outre les difficultés à légaliser leur situation, les migrants se heurtent à de nombreuses difficultés pour trouver un logement. Les petites annonces "réservées aux russes" ou "noirs s'abstenir" sont légions. D'autre part, l'hostilité envers les immigrants est claire : pour ne citer qu'un chiffre, une enquête du centre Levada menée en Novembre-Décembre 2004 indiquait que 58% des personnes interrogées acceptent l'idée que l'administration de leur ville ou de leur quartier interdise le séjour aux Caucasiens²⁴ ou aux personnes originaires d'Asie centrale. En octobre 2005, le parti Rodina appelait dans un clip électoral (qui a été finalement interdit) à «nettoyer Moscou des ordures», l'assimilation entre les immigrants aux cheveux noirs, mangeant des pastèques sur fond de musique caucasienne et les «ordures» étant à peine sous entendue²⁵.

L'atmosphère générale d'hostilité envers les migrants, portée notamment par les médias et des partis politiques, se nourrit à la fois de stéréotypes de la période soviétique²⁶ et de tous ceux liés aux nouvelles menaces : ils sont ainsi accusés d'être responsables de l'augmentation de la criminalité, du trafic de drogue, de perversion de la population russe ("ils nous volent nos filles et nos femmes"), de vivre entre eux, de ne parler que leur langue, et donc d'être incapables de s'intégrer.

Dans une perspective "hygiéniste", on les accuse d'être une menace pour la santé de la population locale (les immigrés en situation irrégulière, n'ayant accès qu'aux services de santé d'urgence). On les accuse également de déstabiliser le marché du travail et de l'emploi en acceptant des salaires trop bas, et celui des loyers en payant trop cher pour leurs appartements. Le phénomène de la mendicité ayant fortement augmenté au début des années 1990, on accuse les "étrangers" de mendier et donc de vivre au crochet de la population russe, de ne pas travailler... On reproche aussi à ceux qui travaillent illégalement de ne pas payer d'impôt, de renvoyer l'argent chez eux et donc de porter ainsi atteinte au développement de l'économie russe²⁷.

Dans le même temps, les immigrés sont perçus comme travaillant pour leur majorité dans le domaine du commerce. Enviés comme des minorités qui "réussissent", on les accuse de favoritisme ethnique et de clientélisme (ils ne recruteraient que des personnes de même origine et barreraient donc l'accès du travail aux Russes), mais aussi de vendre très cher des marchandises de mauvaise qualité. En instaurant en janvier 2007 des quotas limitant la présence des étrangers sur les marchés et en leur interdisant de vendre des produits

²³ «Превышение 20-процентной нормы приезжих вызывает дискомфорт у коренного населения», Interview du directeur adjoint du FSM, 16 novembre 2006, Veremya novostei, <http://www.vremya.ru/2006/211/51/165741.html>

²⁴ Après les attentats de l'automne 99, attribués sans preuve aux Tchétchènes, de nombreuses milices volontaires s'étaient créées pour surveiller les quartiers en lien avec la police et exercer notamment une vigilance vis à vis des « personnes de nationalité caucasienne » résidant dans les immeubles, les habitants étant même incités à signaler leurs voisins caucasiens à la police.

²⁵ Précisons qu'une version de ce clip faisait référence aux émeutes survenues en France à la même époque, à titre de « repoussoir » - une comparaison constamment présente dans les journaux et les déclarations de politiques.

²⁶ Dans un contexte de pénuries alimentaires, la présence sur les marchés de nombreux ressortissants du Caucase et de l'Asie centrale qui y vendaient leur production était mal vécue.

²⁷ Là encore, cette question est construite comme un enjeu politique par le Service fédéral des migrations, dont le directeur K. Romodanovski explique : «Nous perdons plus de 200 milliards de roubles par an rien que sur les impôts que ne paient pas les employeurs. Plus les travailleurs étrangers remportent chez eux 260 milliards de roubles. Total – nous perdons 460 milliards. Et cet argent doit aller pour le "social", les retraités, les salaires du secteur public». *Komsomolskaïa Pravda* 29 décembre 2006.

"dangereux" (alcools, médicaments), les autorités accréditent et légitiment encore plus l'idée selon laquelle les étrangers pourraient pervertir la population, mettre en danger sa santé, et prendraient la place des russes sur le marché du travail, ainsi qu'en attestent les discours tenus après les événements de Kondoponga.

3.2 Les violences racistes

Depuis de nombreuses années, les violences commises par les skins et les meurtres racistes sont en augmentation. Il y a eu au moins 54 morts dans des attaques racistes en 2006 selon l'association anti-raciste Sova qui estime aussi que 520 personnes ont été victimes d'attaque racistes en 2006, en précisant qu'il ne s'agit pas là de données complètes²⁸. Selon Amnesty International 28 personnes avaient été tuées et 336 agressées pour des raisons raciales en 2005.

Certaines villes comme Saint-Pétersbourg ou Voronej sont ainsi devenues des lieux où des agressions et meurtres sont commis à répétition, qu'il s'agisse de Roms, ressortissants d'Asie centrale, d'Asie, d'Afrique ou du Caucase.

Le 21 août 2006, une bombe a explosé sur le marché Tcherkizovskiy à Moscou, tuant plus de 10 personnes en blessant 50: selon l'enquête, les terroristes appartenaient à des groupes nationalistes et visaient les étrangers (essentiellement d'Azerbaïdjan) travaillant sur ce marché. Les victimes ne peuvent chercher la protection de la police (elle aussi dénoncée pour des discriminations ou des violences raciales²⁹), ni celle de la justice, souvent singulièrement clémente avec les auteurs d'attaques racistes qui sont rarement considérés comme tels³⁰.

3.3 Retour sur la campagne anti-géorgienne

La campagne anti-géorgienne initiée à l'automne 2006 est exemplaire en ce qu'elle met à jour les pratiques de la police ou de la justice, mais surtout montre la manière dont la politique officielle russe peut devenir ouvertement raciste.

Cette campagne a commencé en octobre 2006, peu après l'arrestation théâtrale par les autorités géorgiennes de 4 officiers russes accusés d'espionnage. Malgré la libération de ceux-ci, la Russie a réagi en coupant les liens postaux, les axes routiers et le trafic aérien avec la Géorgie, et en cessant l'émission de visa pour les Géorgiens.

Le président Vladimir Poutine a demandé que la surveillance des marchés soit améliorée afin de protéger «les intérêts des producteurs russes et de la population russe native» et a dénoncé le contrôle des marchés par des groupes criminels «aux teintes nationales»³¹. En Russie même, la police s'est focalisée sur les commerces ou les entreprises tenues par des Géorgiens, contrôlant ou fermant une grande partie d'entre eux. Les personnes d'origine géorgienne installés depuis des années en Russie, qui y sont nés, qui ont parfois la nationalité russe et qui ne se considèrent en rien comme des migrants, ont été autant que les étrangers « par le passeport » la cible des pratiques répressives des autorités³². Le service fédéral des migrations a par ailleurs déclaré qu'il ne délivrerait plus de quotas autorisant les citoyens géorgiens à travailler officiellement en

²⁸ <http://xeno.sova-center.ru>

²⁹ Voir les rapports de la FIDH sur les Roms et sur la Tchétchénie, ainsi que des éléments sur les violences et le discours racistes en Russie dans le rapport *Agressions contre les défenseurs des droits de l'Homme à Saint-Pétersbourg : la coupable négligence de l'État russe*. <http://www.fidh.org/IMG/pdf/Russiefrdef.pdf>

³⁰ En mars 2005, huit jeunes gens jugés en rapport avec le meurtre en février 2004 d'une jeune fille tadjike de neuf ans, poignardée à plusieurs reprises au ventre, à la poitrine et dans les bras, ont été reconnus coupables ... de "hooliganisme".

³¹ Voir: http://www.interfax.ru/r/B/politics/2.html?id_issue=11600045 et <http://grani.ru/society/Xenophobia/m.112434.html>

³² C'est notamment le cas du célèbre écrivain de romans policiers Boris Akounine, d'origine géorgienne, qui a vu faire irruption chez lui l'inspection fiscale.

Russie. La campagne s'est aussi accompagnée d'une vaste propagande dans les médias, visant les noms aux consonances géorgiennes ; des listes de noms d'enfants géorgiens ont même été établies dans les écoles, avant que les autorités fédérales n'appellent à la modération, imputant la responsabilité aux excès de certaines autorités locales.

Par ailleurs, des centaines de Géorgiens ont été arrêtés sous différents prétextes, et la majorité d'entre eux déportés de Russie. Les témoignages recueillis par l'Association Assistance civique à Moscou et dans d'autres villes de Russie montrent des modes d'actions communs :

- non-prolongation des autorisations de résidence ou des enregistrements;
- fermeture des petites entreprises ou des petits commerces tenus par ou employant des Géorgiens;
- arrestations sur les marchés ou dans la rue, lors de contrôle d'identité "au faciès", les personnes appréhendées étant ensuite emmenées par groupes devant les tribunaux qui prononçaient en quelques minutes l'expulsion hors de la Russie, et ce quelles que soient les conditions ou la situation de famille de la personne. La situation est particulièrement tragique pour les réfugiés géorgiens d'Abkhazie, qui ne peuvent pas retourner en Abkhazie et n'ont pas de possibilité d'être accueillis en Georgie.
- avant leur expulsion, ils sont retenus dans des centres de détentions dans lesquelles les conditions sont assimilables, selon Assistance civique, à de la torture. Le 3 décembre 2006, Manana Djabelia, réfugiée d'Abkhazie en Russie, a été retrouvée morte dans un centre de détention à Moscou, alors même qu'elle aurait dû être libérée.
- selon les informations recueillis par l'ONG Memorial, cette politique a été élaborée à l'avance, des documents du Ministère de l'intérieur demandant aux commissariats locaux de faire en sorte que le plus possible de Géorgiens soient arrêtés, et demandant aux tribunaux de faire en sorte que les arrestations se traduisent par des expulsions³³.

³³ On anti-Georgian Campaign launched on the territory of Russia, Documents for the 4th round of consultations on human rights between Russia and the EU, Brussels, 7-8 November 2006, 14.11.2006, www.refugee.memo.ru/site/new.nsf/MainFrame1?OpenFrameSet